

LOI DE FINANCES POUR 2014

Du nouveau pour la retraite pour les gardes communaux, les «patriotes» et les membres des GLD

Longtemps considérés comme les «oubliés» de la République après la longue décennie de terrorisme, les gardes communaux, les patriotes et les membres des GLD (Groupes citoyens d'autodéfense), mobilisés pendant les années 90 dans la lutte contre le terrorisme vont peut-être cette fois-ci bénéficier d'un minimum de protection sociale, notamment en matière de retraite : l'article 75 de la loi de finances pour 2014 contient des dispositions dans ce sens.

Plus de 50 000 personnes, statistique fournie par le gouvernement, seraient concernées. Pouvoir intégrer le système de protection sociale a été ces dernières années une forte revendication des gardes communaux et de leurs représentants.

Les pouvoirs publics n'osent plus employer leur dénomination d'origine : cette dernière a été remplacée par «citoyens volontaires» ayant combattu contre le terrorisme auprès de l'ANP et des autres forces de sécurité. Nombre d'entre eux ont atteint l'âge légal de la retraite ou s'en approchent,

découvrant avec effroi et un profond sentiment d'injustice qu'ils ont été «les oubliés de la République». L'inscription de cette réparation dans la loi de finances pour 2014 pourrait permettre de satisfaire leur demande légitime de droit à la retraite.

Mais comment cela va se passer, puisque l'écrasante majorité de ces «oubliés» n'ont jamais, ou très peu, cotisé à la Sécurité sociale, encore moins à la retraite, ni leur «employeur» d'ailleurs — l'Etat en l'occurrence — puisqu'au regard des lois en vigueur (celle de la retraite notamment), le

financement de la retraite repose sur deux sources de financement : celle du «salarié» et celle de l'employeur.

Les «rappelés du service national» non concernés

Une commission interministérielle a planché sur ce dossier. Parmi ses conclusions, intégrées à travers l'article 75 de la loi de finances pour 2014, nous retrouvons cet exposé des motifs : «Au regard des services rendus dans le cadre de la lutte contre la subversion et le terrorisme aux côtés de l'Armée nationale populaire, conformément aux orientations du Premier ministre et aux propositions du groupe interministériel (MDN, ministère des Finances, ministère du Travail, il est proposé d'introduire au niveau de la loi de finances pour 2014 une disposition ayant pour objet l'ouverture du droit à la retraite proportionnelle exceptionnelle et le rachat, sur le budget de l'Etat, des cotisations de Sécurité sociale et de retraite au profit des citoyens volontaires». Lors des débats à

l'APN autour de cet article 75, plusieurs députés, issus de différents partis, ont proposé d'intégrer parmi les bénéficiaires de ce dispositif les «rappelés du service national», proposition rejetée car, selon la commission des finances de l'APN qui a étudié ces amendements, «les appelés du service national ont bénéficié de la même rémunération attribuée aux retraités de l'ANP.

A préciser que la période des appelés n'a pas dépassé une année. Concernant les appelés, malades ou invalides du fait du service effectué, il leur a été attribué des indemnités tel que prévu par la loi 03-13 complétée par l'ordonnance 76/106 relative au régime des pensions militaires».

Il faut espérer que ce nouveau dispositif puisse entrer en application sans plus tarder et que les organismes concernés — la Caisse nationale des retraites (CNR) plus particulièrement, qui agira pour le compte de l'Etat — agissent avec efficacité et célérité en direction de ces «nouveaux retraités».

D. H.

POINT DE VUE

Pourquoi pas trois Muteq ?

Que c'est dur d'être retraité, particulièrement à Sonelgaz ! Les anciens de la boîte ne perçoivent plus leur retraite complémentaire alors que les cotisations correspondantes émanant des travailleurs actifs sont toujours versées au FAR. Les principaux responsables de cette désastreuse situation, qui ne sont nullement dans le besoin, continuent à se donner des coups sur fond d'orgueil. Dictés par des calculs égoïstes, certains préfèrent l'aventure puisée dans de burlesques innovations : on vient de nous informer du projet de création d'une deuxième Muteq à l'instar peut-être d'une autre fédération syndicale autonome des tra-

vailleurs (le Snateg). Pourquoi désunir encore les travailleurs avec les coûts supplémentaires que cette opération engendrerait ? S'en inquiète-t-on vraiment ? La légèreté dont on traite ce problème inquiète au plus haut point car on ne se préoccupe pas du meilleur moyen pour soulager des retraités menés en bateau (mais pas à bon port) depuis cinq mois.

Quant au FOSC, il a déjà trop à faire pour améliorer ses prestations que d'endosser le casse-tête de 11 000 retraités. Aujourd'hui, la situation est critique, non pas à cause du retard dans les versements des retraites complémentaires, mais de

l'avenir même des acquis des travailleurs de Sonelgaz au vu de la manière dont est traité le sujet présent. S'il y a de gros écarts financiers ou de la mauvaise gestion, est-ce la faute des retraités ? Il y a bien des coupables quelque part... Faudrait-il, cette fois-ci, l'arbitrage du ministre du Travail et/ou celui du Premier ministre pour mettre un terme à ce cafouillage ? En attendant et en sus du pouvoir d'achat déclinant, les pensions des retraités ont baissé de 20 % depuis août dernier et, au vu de l'imbroglie actuelle, ce ne sera pas demain la veille.

Kamel Adjou, retraité

COURRIER DES LECTEURS

Désavantages de la retraite avant l'âge légal de 60 ans

Agé de 59 ans, 2 enfants en bas âge à charge, 31 ans de service + 4 ans en tant que stagiaire présalaire à l'INPS, ex-ITPEA, soit 35 ans - 2 ans de service national = 33 ans d'activité. Assistant à l'université, atteint d'une maladie visuelle très handicapante (DMLA) entraînant la cécité, mais non reconnue par la CNAS.

Mon salaire net actuel est de 100 000 DA.

Question : désirant sortir en retraite à 59 ans, mais très inquiet pour la pension non révisable et revalorisation dans l'avenir, quel risque y a-t-il ? S'il vous plaît, orientez-moi. Merci à vous.

Youcef Meraihi

RÉPONSE : Effectivement, si vous prenez votre retraite maintenant, ce que la loi vous permet, vous intégrerez le groupe des «retraités à la proportionnelle», groupe qui n'obéit pas aux mêmes dispositions législatives que celui des «retraités à l'âge légal de 60 ans». Le principal désavantage, et il est de taille, est qu'au regard de la loi, avant 60 ans, la pension attribuée est définitive et non révisable. Il est préférable d'attendre encore quelques mois, sauf si votre maladie ne vous permet plus d'exercer votre métier actuel. Auquel cas, votre médecin traitant pourrait vous mettre en arrêt de travail, arrêt qui serait justifié pour le contrôle médical de la CNAS et sans que cela ait une incidence sur le montant de votre future pension de retraite (calculé à partir de la moyenne des salaires soumis à cotisation les 5 dernières années ou les 5 années les plus avantageuses).

Les contrôles de la CNR

A la suite du dépôt de mon dossier complet de départ en retraite, la CNR a exigé de mon employeur (entreprise publique) de fournir en plus des fiches de paie tous les justificatifs relatifs aux primes et aux variations des salaires de base des 60 mois qui servent au calcul de la pension de retraite. Bien que la part de la sécurité sociale de chaque paie a été bien versée à la CNAS, la CNR réclame en plus des documents internes à l'entreprise tels que décisions résolutions.

Voilà maintenant sept mois que la CNR ne me verse qu'une pension provisoire minime et exige toujours les justificatifs demandés pour procéder à la révision de cette pension. L'exigence de la CNR est-elle légitime et quelles sont les démarches à entreprendre pour pouvoir disposer de ma pension complète à calculer à partir des salaires réellement perçus et qui ont bien fait l'objet de cotisations ? Merci d'avance de votre réponse.

Tabet

RÉPONSE : Si la CNR exige des documents justificatifs complémentaires — et la loi lui reconnaît ce droit — pour calculer le montant réel de la pension auquel vous ouvrez droit, c'est qu'elle a certainement ses raisons.

Parmi ces raisons, la recherche des cotisations effectivement perçues parmi ses services notamment pour la période des 5 dernières années, à moins que ce soit le «gonflement» inexplicable, si c'est le cas, des salaires des 5 dernières années qui précèdent votre départ à la retraite.

Années d'activité dans l'armée

Fidèle lecteur du *Soir d'Algérie*, je viens pour la première fois solliciter vos services. Ancien militaire des services de santé de juin 1962 à mars 1970, démobilisé sur ma demande, je voudrais valoriser ces années au niveau de la fonction publique où j'ai exercé pendant 27 ans, de 1970 à 1998 ; retraite anticipée pour cause de santé, hernie discale opérée, à savoir qu'il y a eu cotisation sécurité sociale et retraite de janvier 1963 à mars 1970. Où dois-je m'adresser pour valoriser ces années, à savoir que mon dossier militaire est au niveau de la 5^e Région militaire, Constantine.

Merci pour vos services.

B. Sayah, Sidi Bel-Abbès

RÉPONSE : Il vous faut récupérer une attestation de présence au corps auprès de votre employeur militaire, attestation à verser à votre agence CNR, à charge pour cette dernière, en coordination avec la caisse des pensions militaires, d'intégrer cette période pour la révision de votre pension de retraite.

Demande de régularisation au DG de la DOU de Blida

A deux ans et demi de ma retraite, j'écris cette présente lettre ouverte au DG de la DOU de Blida pour lui demander de me régulariser en se basant sur la circulaire du chef du gouvernement datant du 4 septembre 2003 qui parle des décisions de justice en faveur des travailleurs. Cette circulaire est née suite à la tripartite de l'époque où l'UGTA à qui j'avais écrit pour me défendre en lui joignant un jugement en ma faveur (1994) qu'elle avait présentée à la chefferie du gouvernement qui avait saisi le MESRS qui a saisi l'ONOU qui a saisi la RU 2 de Blida qui me convoqua puis me renvoya au MESRS qui me dirigea vers l'ONOU qui me dirigea vers la RU 3 de Blida qui me renvoya à l'ONOU qui me dirigea vers la RU 1, qui enfin me recruta de nouveau à un poste inférieur et comme vacataire le 1^{er} mai 2004 (après 18 ans, 3 mois et 17 jours depuis mon licenciement abusif du 14 janvier 1986), en attendant que la Fonction publique étudie mon dossier. Je suis à la RU6 depuis la fermeture de RU1 en septembre 2012.

La DGFP rend son verdict en 2005 : elle s'oppose à ma réintégration et veut faire tierce opposition à l'arrêt de justice en ma faveur (1988) qui a été partiellement appliqué par le Trésor public (1991) en se basant sur un autre jugement (1991). A ma connaissance point de tierce opposition de la DGFP à ce jour. D'où l'application de l'alinéa 3 de l'article 79 de la loi du 06/02/82 : me titulariser depuis le 19 septembre 1985 à ma fonction de magasinier général et mon grade de secrétaire d'administration comme le veut l'arrêt de justice en question qui avait bien stipulé que j'étais travailleur pour une durée indéterminée. Défaquez les montants payés et payez-moi le reste, Monsieur le DG de la DOU de Blida !

Abdelkader Kamel Ouahioune